



En effet, le Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles a vu sa période de mise à exécution ajustée de 21 mois.

Et pour cause, à cinq mois de sa clôture, le Comité de pilotage du Pidma réunit début mai 2019 à Yaoundé, autour du ministre en charge de l'Agriculture, Gabriel Mbairrobe, a formulé le souhait de voir ce projet bénéficié d'une rallonge. « Considérant que la mise en place d'une chaîne de valeur efficiente nécessite une période minimale de 10 ans, le Copil a pris acte de la requête de prorogation de 21 mois du projet, sans financement additionnel proposé par la Banque mondiale », lit-on dans le communiqué final qui a sanctionné les travaux.

Cette rallonge est sollicitée par les parties prenantes. Elles expliquent que la mise en œuvre du Pidma a connu des contraintes liées notamment à sa durée de vie relativement courte, au retard accusé dans la mise en conformité des coopératives aux dispositions de l'Acte uniforme Ohada y relatives, principales bénéficiaires du Projet et aux délais anormalement longs des procédures de passation des marchés d'infrastructures. Conséquence, à cinq mois de sa clôture, le Pidma a réalisé des investissements pour un montant global de 38,29 milliards de FCFA, correspondant à taux de décaissement de 68 % des ressources IDA disponibles.

Le Pidma est financé à hauteur de 50 milliards de FCFA par la Banque mondiale. Lancé en 2015, il a pour objectif le développement et la transformation de l'agriculture de subsistance

des filières manioc, maïs et sorgho, caractérisée par une faible productivité en une agriculture commerciale avec des chaînes de valeur compétitives dans cinq zones agro écologistes du Cameroun : Centre, Sud, Littoral, Ouest et Nord-Ouest.